

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 29 mai 1985

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LES MINES

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT AIT UNE VRAIE
POLITIQUE DANS LE DOMAINE DE L'AMIANTE

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, récemment, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney) annonçait que le projet relatif au tronçon du gazoduc Sherbrooke-Asbestos était annulé. Cette décision unilatérale est un affront au gouvernement du Québec qui n'a jamais été consulté dans la prise de cette décision. Les conséquences de cette décision sont dramatiques. D'une part, la Domtar qui investira 1,200 millions de dollars ne pourra pas s'alimenter en gaz naturel. D'autre part, la compagnie J.M. Asbestos vient d'annoncer 225 mises à pied.

Dans un cas comme dans l'autre, monsieur le Président, le gouvernement ne fait strictement rien. Rien dans le cas du gazoduc qui permettrait une meilleure rentabilité du projet Domtar et une possibilité très réelle de diversification du secteur économique au niveau des deux villes mono-industrielles de ma circonscription.

En ce qui a trait à l'amiante, le bilan du gouvernement est épouvantable et les conséquences sont tout simplement dramatiques pour la principale ville de ma circonscription, en l'occurrence, Asbestos. La population d'Asbestos exige que ce gouvernement ait une vraie politique dans le domaine de l'amiante permettant des ventes accrues et une plus grande transformation.

Il est scandaleux de constater que le gouvernement ne transforme que 5 p. 100 de sa production exportant 95 p. 100. Le secteur de la transformation constituerait un excellent secteur très créateur d'emplois.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE L'ESSENCE—L'INCIDENCE DU BUDGET

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, le budget du ministre des Finances (M. Wilson) donne aux Canadiens maintes raisons de s'inquiéter. Là où les conservateurs ont manqué le plus cruellement à leurs promesses, c'est en refusant d'indexer pleinement la pension de sécurité de la vieillesse. Mais ce n'est pas la seule promesse non remplie.

Voici ce à quoi ils s'engageaient à la page 97 de leur manuel de campagne électorale:

Il faut remanier le régime fiscal en vue de réduire le prix des produits pétroliers et gaziers pour les consommateurs.

Ont-ils tenu cette promesse? Pas du tout. Les Canadiens ordinaires devront payer leur essence encore plus cher, non pas, comme certains le prétendent, afin de réduire le déficit, mais pour enrichir davantage nos sociétés pétrolières.

Ce coup est doublement dur pour les habitants des régions rurales et septentrionales. D'abord, l'essence leur coûte déjà plus cher qu'ailleurs et, ensuite, ils ont de plus longues distances à parcourir. Pire encore. En montant, le prix de l'essence va faire grimper le prix de tout produit expédié aux régions rurales et septentrionales.

Bien des Canadiens se désolent de voir que le gouvernement ne tient pas ses promesses. Mais il y a de quoi se révolter quand on constate qu'il ne se préoccupe absolument pas des gens de l'arrière-pays.

* * *

[Français]

LE BUDGET

L'IMPACT SUR LES PERSONNES ÂGÉES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler de façon consciencieuse à tous les députés ce que le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) nous demandent de poser comme geste à l'endroit des personnes âgées.

Le ministre des Finances et le premier ministre nous invitent à demander aux personnes âgées de se sacrifier pour diminuer le déficit. Regardons ensemble qui sont les personnes âgées. Les personnes âgées, ce sont mon père, ma mère, votre père, votre mère, qui ont été élevés dans des années difficiles. Ce sont ceux et celles qui durant la crise se sont mariés, ce sont ceux et celles qui durant les années difficiles ont payé pour me faire instruire parce qu'il n'y avait pas d'éducation gratuite, ce sont ceux et celles qui se sont sacrifiés pour faire soigner leurs enfants parce qu'il n'y avait pas d'assurance-santé et d'assurance-maladie. Aujourd'hui, alors que la génération Wilson et Mulroney a profité de tous les bienfaits de cette génération-là, on va lui demander encore une fois de se sacrifier pour que les enfants Wilson et Mulroney ne payent pas la dette plus tard.

Monsieur le Président, en aucun cas, et j'ose espérer que tous les députés de cette Chambre seront de mon avis, jamais je n'accepterai de demander à ma mère et à mon père qui ont tant fait de sacrifices de se sacrifier. Je vais «sacrifier» la génération Wilson et Mulroney, ceux qui sont les plus riches, pour réduire le déficit, pour sauver nos enfants et pour sauver nos parents.